



DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 OTTAWA - CANADA

No. 48/59 LE CANADA ET LES AFFAIRES INTERNATIONALES

Causerie de M. Louis Saint-Laurent, prononcée à Ottawa à l'occasion du Jour du Souvenir et diffusée par Radio-Canada le 11 novembre 1948.

Aujourd'hui, onze novembre, jour du souvenir, la nation toute entière, et tous les peuples libres s'unissent dans une même pensée. Je veux donc me placer au-dessus de toute politique de parti.

Nous avons consacré ce jour au souvenir ému de ceux et de celles qui, pendant les deux Grandes Guerres, ont sacrifié leur vie pour assurer la paix aux hommes de bonne volonté. Nous avons tenu à renouveler à leur mémoire l'expression de notre gratitude et de notre admiration et, à leurs familles, celle de notre profonde sympathie. Bien que la paix ne nous soit pas encore assurée, leur sacrifice n'a pas été vain. Il a rendu le monde plus conscient du besoin de la solidarité et de l'entraide internationales.

Vous vous souvenez que, dès avant la fin de la dernière guerre, les Nations Unies se sont assemblées à San-Francisco en vue d'établir une organisation capable de maintenir la paix entre les nations. Petites ou grandes, toutes les nations qui prirent part à cette conférence mémorable semblaient désireuses de perpétuer la fraternité qui les avait unies pendant la guerre; elles semblaient vouloir collaborer sincèrement et activement au maintien de l'ordre et au progrès de la civilisation.

Partageant ce noble idéal, la nation canadienne a signé la Charte de San-Francisco. Nous sommes fiers de pouvoir nous rendre aujourd'hui le témoignage d'avoir toujours respecté la lettre et l'esprit de ce grand instrument international. La Charte des Nations Unies reste la pierre angulaire de notre politique extérieure. Nous sommes résolus de prendre tous les moyens légitimes pour défendre l'idéal et les principes qu'elle renferme.

L'Organisation des Nations Unies a réussi à accomplir beaucoup de bien, surtout dans le domaine économique et social. Mais il nous faut convenir qu'elle n'a pas réussi à écarter la menace d'un nouveau conflit. Malgré la patience et la tolérance des nations vraiment démocratiques, une des grandes puissances a empêché, par son mauvais vouloir et son obstruction continue, la sécurité et la coopération internationales. La situation internationale est très grave. La guerre n'est pas inévitable. Mais il faudrait manquer du plus élémentaire réalisme pour la considérer comme une impossibilité.

J'ose encore espérer que la Providence l'épargnera aux hommes de ma génération et de plusieurs autres générations. Mais n'oublions pas la sagesse du vieux dicton: "Aide-toi, le ciel t'aidera."

Devant cette insécurité grandissante, les nations désireuses de maintenir la paix et de sauvegarder leur liberté se doivent de prendre de concert les mesures que la prudence humaine commande pour parer à la menace du communisme totalitaire et impérialiste. Ces nations n'ont pas perdu l'espoir de voir triompher un jour les principes universels de la Charte de San-Francisco. Mais toutes sont conscientes de la nécessité

qu'il y a pour elles, en attendant que cet idéal se réalise, d'assurer leur sécurité par des pactes régionaux.

Vous savez tous que la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg ont signé, il y a quelques mois, le Traité de Bruxelles, qui a pour but d'assurer la collaboration la plus étroite, sur le plan politique, économique et militaire, entre les membres de l'Union occidentale. Affaiblies par la dernière guerre, ces nations européennes sont incapables d'assurer seules le maintien de la paix, pas plus que les Etats-Unis et le Canada seuls ne le pourraient. Ce qu'il importe de réaliser au plus tôt, c'est une union des unes et des autres en un puissant système de sécurité collective.

Depuis plusieurs mois déjà, des représentants du Canada, des Etats-Unis et des pays de l'Union occidentale étudient les conditions possibles d'un pacte de l'Atlantique-nord. J'espère qu'à la suite de ces pourparlers, on réussira bientôt à négocier un tel pacte. Lorsque les clauses en auront été arrêtées, il appartiendra, en ce qui nous concerne, à notre Parlement de les accepter ou de les rejeter. Tous admettront, je crois, que notre situation géographique, nos liens historiques, notre bien-être matériel et notre sécurité exigent que le Canada prenne place dans la communauté atlantique.

L'établissement de la paix et de la sécurité est le plus grave problème de l'heure. C'est notre premier devoir. Pour ma part, je suis convaincu que le moyen le plus sûr et le plus pratique d'y arriver, c'est de réaliser le plus tôt possible l'union de ces nations. Il ne suffit pas d'avoir le droit pour soi; il faut aussi la force nécessaire pour le faire respecter. Cette force, seule l'union peut nous la donner. Nous savons trop où mène une politique d'isolement. La dernière guerre a prouvé que l'isolement n'est pas une garantie de sécurité. Si un ou deux petits pays ont pu rester neutres et survivre, c'est grâce uniquement à la victoire des Alliés, sans laquelle ils auraient été vite englouti dans le tourbillon nazi. Aujourd'hui, nous devons choisir entre les dangers de l'isolement et les chances de conjurer tout péril par des alliances puissantes.

J'estime qu'il est de mon devoir de ne ménager aucun effort, tant auprès de mes compatriotes qu'auprès des gouvernements intéressés pour qu'on choisisse le système des alliances. Nous ne voulons pas d'une troisième guerre mondiale. Nous devons tout faire pour l'éviter.

Comme vous le savez, j'arrive de Londres, où j'ai remplacé M. King à la réunion des premiers ministres du Commonwealth. J'ai été heureux de constater que tous les pays du Commonwealth sont d'accord sur un grand nombre de questions d'intérêt commun; ils sont tous d'accord également pour continuer d'appuyer sans réserve l'O.N.U. Ils espèrent tous qu'un jour, les nations du globe pourront s'entendre et travailler ensemble à assurer à tous les hommes, non seulement la paix et la sécurité, mais aussi la plus grande mesure possible de bien-être et de prospérité. Il suffit toutefois d'un coup d'oeil sur la mappemonde pour constater que, devant la menace du communisme totalitaire, le Commonwealth ne constitue pas en lui-même un système de sécurité collective. La Grande-Bretagne a reconnu cette vérité en adhérant à l'Union occidentale. J'ai dit que

le Commonwealth des nations britanniques ne constitue pas, à lui seul, un système de sécurité collective. Il faut en dire autant de l'Union occidentale laissée à elle seule. Les Etats-Unis et le Canada ne peuvent pas non plus assurer à eux seuls le maintien de la paix internationale si nécessaire à leur propre sécurité. Mais un pacte de l'Atlantique-nord peut donner aujourd'hui aux démocraties la prépondérance de la puissance matérielle et morale, indispensable au maintien de la paix dans le monde.

Pour assurer le maintien de la paix il faut que cette prépondérance soit du côté des nations pacifiques. Nous devons nous rendre compte aussi qu'un pacte de sécurité ne peut être pleinement efficace s'il n'est qu'une alliance militaire. Pour assurer et maintenir notre prépondérance, il nous faut non seulement la puissance militaire, mais aussi la puissance économique et la force morale. Le redressement économique et moral de l'Europe est une condition essentielle de notre propre sécurité. En aidant à reconstruire l'Europe, nous avons agi dans notre meilleur intérêt.

Comment accroître notre puissance morale? Nous le pourrons, à mon avis, à condition que l'Alliance de l'Atlantique-nord soit la manifestation d'une union réelle, profonde, et même spirituelle des coeurs et des volontés. Nous le pourrons à condition que cette alliance prouve que les nations de l'Atlantique nord ne sont pas unies seulement par leur opposition au communisme totalitaire, mais aussi par une même foi dans les valeurs de notre civilisation occidentale. Nous le pourrons à condition de démontrer que nos efforts tendent réellement à assurer à tous, aux autres non moins qu'à nous-mêmes, la paix et le bien-être.

Si une troisième guerre mondiale venait à éclater, le Canada ne pourrait rester neutre. Nous sommes situés entre deux grandes puissances et, que nous le voulions ou non, toute nouvelle guerre aurait lieu à nos portes. Il ne s'agirait pas d'un conflit entre deux Etats seulement, mais entre un monde communiste et athée et notre civilisation démocratique et chrétienne.

Ce n'est un secret pour personne que les chefs communistes de l'Union soviétique rêvent de dominer le monde, mais il est clair aussi qu'ils comptent autant sur l'affaiblissement des démocraties que sur la force de leurs propres armées. En leur montrant qu'elles prennent les moyens nécessaires pour se faire respecter et pour faire respecter la Charte, les nations libres convaincront les chefs communistes qu'il leur serait impossible de gagner une guerre qu'ils déclencheraient. D'ailleurs, ils sont trop réalistes pour déclencher une guerre qu'ils seraient sûrs de perdre.

Ce que je veux souligner ici, c'est que nous voulons être forts, non pas pour faire la guerre, mais pour la prévenir. Il ne faut pas que se répète la tragédie qui a vu une puissance totalitaire subjugué une à une les nations européennes. Il ne faut pas qu'on ait à entreprendre de nouveau l'invasion du continent européen. Cette fois, les souffrances des peuples occupés et les pertes des armées libératrices seraient encore plus grandes qu'elles ne l'ont été au cours du dernier conflit. Et qui

peut dire si l'opération serait pas beaucoup plus risquée, beaucoup plus longue et beaucoup plus coûteuse?

Comme beaucoup d'entre vous, je paie des primes d'assurance contre l'incendie depuis que j'ai une maison. Heureusement, il ne s'est jamais déclaré d'incendie chez moi. Mais je ne regrette pas d'avoir payé ces primes et je continuerai de les payer tant que j'aurai une maison. En vous demandant d'appuyer le pacte de l'Atlantique nord, je ne vous demande rien d'autre que de payer une prime d'assurance qui sera beaucoup moins coûteuse que les pertes que nous subirions si un nouvel incendie embrasait le monde. En ce jour du souvenir où nous rendons hommage aux héros de deux guerres mondiales, prenons la résolution de faire tout en notre pouvoir pour écarter la menace d'un nouveau conflit. Nous voulons la paix. Nous voulons la sécurité. Nous voulons pouvoir consacrer nos ressources et nos énergies à accroître le bien-être et la prospérité de notre pays. C'est dans cet esprit que nous avons signé la Charte de San-Francisco et c'est dans ce même esprit que nous devons maintenant envisager le pacte de l'Atlantique nord dont le but, comme celui de la Charte, est d'assurer la paix.